COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 9 JANVIER 1982 | N° 145 | PRIX : Antilles 2 F, France 3 F

Editorial

LES TRAVAILLEURS PEUVENT REFUSER D'ETRE LES VICTIMES DE LA CRISE

Les plaintes et les pleurs ne cessent pas sur la faiblesse de l'économie des Antilles, et à la moindre grève des travailleurs, des gens de droite comme de gauche, des anticolonialistes ou des départementalistes s'accordent pour trouver exorbitantes les revendications des travailleurs.

Et quant à ceux de droite, politiciens et patrons, ils s'entendent pour rechercher aides et protection sous le parapluie de l'impérialisme français. Pour les patrons cela signifie avant tout des subventions accordées à des titres divers (difficultés des récoltes sucrières, encouragement à l'industrialisation et à la création d'emplois...) et la protection des forces de répression pour tenir en respect les travailleurs. Les politiciens locaux vivent des postes, honneurs et prébendes que leur laisse l'administration coloniale et les capitalistes pour service rendu : celui de jeter de la poudre aux yeux du peuple.

Si l'économie des Antilles est à ce point faible qu'elle ne puisse supporter que les travailleurs réclament des salaires décents et des conditions meilleures de travail, cela est dû au sous-développement du pays et à la faiblesse de toute production locale autre qu'agricole.

Hormis la canne et la banane qui fournissent l'exportation, il n'y a guère de production locale. Les exportations couvrent environ moins d'un tiers des importations.

L'économie des Antilles - Départements d'Outre-Mer, pays sous développés - est presqu'entièrement fondée sur les « transferts publics » c'est à dire les salaires des fonctionnaires de l'état français, les dépenses d'équipement et les aides sociales de différents types.

C'est dire la précarité de la situation. Les deux pays vivent presqu'entièrement de subventions. Ils n'ont pas de ressources propres et ce fait les rend extrêmement vulnérables à toute fluctuation politique ou économique qui pourrait subvenir en France.

C'est dire que dans la situation mondiale présente qui est une situation de crise économique qui ne cesse de s'aggraver, les risques sont grands de voir diminuer ces « transferts publics ».

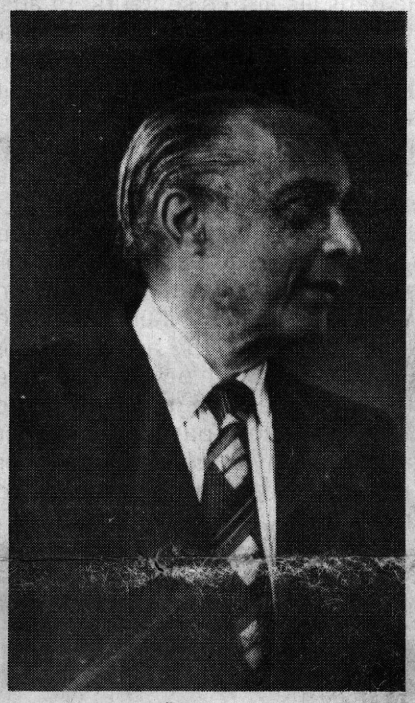
Si l'Etat français, pour des raisons propres à la situation intérieure française, est amené à réduire ses dépenses par la limitation des salaires des fonctionnaires et par la stagnation ou la diminution des allocations sociales, cela aura des conséquences économiques très graves pour nos deux pays.

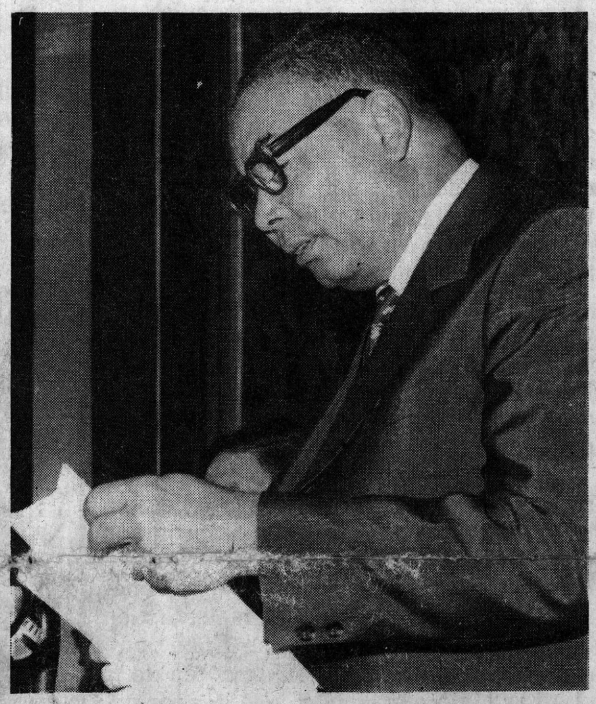
Cela voudrait dire une diminution très sensible des activités économiques dans d'autres branches telles le commerce.

Si la crise se développe cela voudrait dire aussi des difficultés croissantes pour les travailleurs antillais

Suite p. 4

LES ELUS DE DROITE PARTISANS D'UNE REGION ANTILLES : UN MOYEN DE TENTER DE CONSERVER LEURS PRIVILEGES





E. Maurice et Bernier, représentants fidèles du colonialisme

Avec la fin de l'année, les conseillers généraux de droite ont montré leur opposition au projet de loi de décentralisation étudié par le gouvernement.

Rappelons que le gouvernement veut mettre sur pied une seule assemblée par région, au lieu des 2 assemblées précédentes (Conseil Général et Conseil Régional). Et, les délais étant trop courts, le gouvernement va demander aux députés de rallonger pour un an le mandat des conseillers généraux des DOM, afin de faire élire la future assemblée unique en 1983.

Aussitôt, les Conseillers Généraux de droite qui forment la majorité des Conseils Généraux de Guadeloupe et de Martinique ont pris position contre la future assemblée unique et aussi contre le rallongement d'un an de la durée de leur mandat.

Et cela apparaît comme une manifestation supplémentaire de l'opposition de ces élus réactionnaires qui ne veulent rien voir bouger de peur de perdre quelques places !

Mais pour ne pas paraître faire du surplace, les élus de droite en Martinique comme en Guadeloupe ont sorti un nouveau gadget : la création d'une région Antilles, regroupant la Martinique et la Guadeloupe.

On peut juger de la sincérité réelle de ces conseillers de droite quant à ce nouveau projet quand on sait que ceux qui le parrainent en Guadeloupe, comme Bernier en ont été de farouches opposants auparavant. Et en Martinique, les Emile Maurice ou autres Jean-Baptiste Edmond ne s'en étaient pas faits des propagandistes acharnés au moment où c'étaient leurs amis de droite qui dirigeaient à Paris ! Leur zèle en faveur de la région Antilles n'est qu'un combat d'arrière-garde de ces élus de droite pour

Suite p. 4

BERNIER POUR UNE REGION MARTINIQUE GUADELOUPE

La bataille fait rage entre les élus de droite et ceux de gauche. Et on a récemment vu le député Frédéric Jalton pourfendre Bernier le président du Conseil général de la Guadeloupe.

Celui-ci après avoir été pendant des années opposé à l'idée d'une région Martinique-Guadeloupe, vient de changer de position. En effet plusieurs conseillers généraux de droite des deux îles se sont réunis à la fin de l'année pour décider ensemble de prendre position pour cette « grande région ». Il s'agit d'obtenir ainsi qu'il n'y ait pas une assemblée par île avec de prétendus pouvoirs exécutifs, mais deux : une départementale et une régionale.

Bernier et les élus de droite des deux îles disent qu'en agissant ainsi ils écartent le danger du « séparatisme ». Ce spectre hideux qui fait tant frémir d'horreur la droite qu'elle le voit même là ou il n'est pas !

Mais peut-on se fier aux seules paroles de ces élus de droite ? Leurs motifs sont-ils de nature aussi singulièrement politique ? Il y a bien d'autres motifs aux prises de position des politiciens. Encore que ces politiciens de droite sont tellement réactionnaires que même un vague projet de décentralisation, qui ne donnera finalement qu'un maigre pouvoir à une assemblée locale, leur fait peur et les hérisse. Mais il y a aussi de bons motifs à leur inquiétude. Ils craignent surtout de perdre tous leurs sièges lors de l'élection de cette nouvelle assemblée locale. D'autant qu'il serait question de réviser le découpage électoral, ce qui ne pourra que défavoriser la droite. Et d'autre part il serait aussi question de faire ces élections à la proportionnelle...

Les vraies raisons des allées et venues, des réunions, et déclarations en tous genres de cette droite sont sûrement à chercher de ce côté là !

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL A 39 H : UNE FAÇON DE PERMETTRE AUX PATRONS D'AUGMENTER LES HORAIRES

L'ordonnance portant sur la durée du travail et ramenant celle-ci à 39 H doit être publiée ces jours-ci et entrer en application le 1er février.

Mais derrière cette diminution d'une heure du temps de travail se cache une autre mesure qui, elle, n'est guère favorable aux salariés et arrange plutôt les patrons : en effet l'ordonnance prise par le gouvernement prévoit en même temps l'instauration d'un quota d'heures supplémentaires non soumis à l'approbation de l'inspection du travail. L'ordonnance fixe ce quota à 13 H par an, ce qui fait à peu près 3 H par semaine. Cela signifie que les patrons auront les mains libres pour imposer des heures supplémentaires. D'autre part le texte de l'ordonnance prévoit la possibilité pour les patrons de faire travailler leurs salariés jusqu'à dix heures par jour dans certains cas, et même le week-end.

Enfin en ce qui concerne les compensations de salaire, seuls ceux qui touchent le SMIC continueront à percevoir 40 heures tout en n'en faisant que 39 H. Pour les autres travailleurs, des accords seront négociés avec les patrons secteur par secteur.

Le gouvernement avait prétendu qu'il légiférerait par ordonnances pour avoir la possibilité de prendre des mesures sociales sans être freiné par le barrage de la droite. On voit que ces mesures se réduisent en fait à pas grand chose pour les travailleurs. Par contre, les patrons, eux, n'ont vraiment pas de quoi être mécontents du nouveau gouvernement.

POLOGNE : JUSTICE ARGUMENTE EN FAVEUR DU COUP DE FORCE MILITAIRE

Le parti communiste martiniquais ne manque pas de culot. Il reprend deux pages d'arguments qui sont tous destinés à faire accepter à l'opinion et à ses propres militants le coup de force militaire de l'armée et de la milice polonaises contre les travailleurs.

Le parti communiste martiniquais a l'art du maquillage hérité du stalinisme bien sûr et qui sert à justifier et présenter sous un jour favorable les crimes et les actions crapuleuses de la bureaucratie qui dirige l'Union soviétique et celles des gouvernements des pays de l'Est.

Que l'armée soviétique intervienne dans les pays de l'Est et le fasse chaque fois contre les travailleurs n'a jamais troublé un instant la bonne conscience du PCM. Quant aux rédacteurs des articles en question, que l'armée polonaise soit intervenue précisément contre les travailleurs cela non plus n'a pas l'air de les troubler.

Pourtant ces rédacteurs écrivent eux mêmes : « la crise se perpétue, l'économie s'effondre littéralement, les approvisionnements sont de plus en plus difficiles et le gouvernement est tenu pour responsable.

« Du côté de Solidarité un extrémisme outrancier prend corps et les menaces se font de plus en plus précises contre le pouvoir socialiste ».

Dans ces conditions on peut se poser une question importante: si l'économie s'effondre, si la classe ouvrière dont DIX MILLIONS sont dans Solidarité s'oppose au gouvernement que représente ce prétendu « pouvoir socialiste ».?

Si c'est un « pouvoir socialiste » que Justice et le PCM expliquent à leurs militants et à leurs lecteurs pourquoi un « pouvoir socialiste », qui ne peut être autre qu'un Etat ouvrier, a-t-il été réduit à utiliser l'état d'urgence et un coup de force militaire contre les ouvriers justement. Si c'est un « pouvoir socialiste » pourquoi, s'appuie-t-il sur l'armée et non sur la classe ouvrière ?

Que représente Jaruzelski ? Quelle classe, quels intérêts ?

Car à notre connaissance et dans l'état actuel des renseignements, le régime militaire n'a trouvé personne pour le défendre au sein de la population civile. Comment le PCM et Justice expliquent-ils que des dizaines de milliers de membres du Parti Ouvrier unifié polonais ont suivi Solidarité au point que le parti qui est censé être l'avant garde de la classe ouvrière a été en dehors de toutes les luttes depuis des mois et qu'il n'a pu à aucun moment rassembler derrière lui la classe ouvrière ?

Pourquoi n'est ce pas lui qui a redressé la situation et non les militaires ?

Justice défend une mauvaise cause. Il soutient l'armée contre les travailleurs. Lorsque Justice présente une photo de Walésa en train de dîner dans un grand restaurant parisien avec dit-il des « industriels américains » elle tente de lier « Solidarité » avec « américain » et donc avec « impérialisme » en jouant sur des réflexes conditionnés de ses lecteurs (qu'il méprise en le faisant !) Mais nous pouvons faire état d'autres types d'informations venant des journaux des capitalistes américains ; ceux-ci écrivant dans le « Journal de Wall street » (cité par le Matin du 22/1 2/81) :

« De nombreux banquiers américains considèrent l'autoritarisme à la soviétique comme leur meilleur espoir de recouvrer les 1,3 milliards de dollars que la Pologne leur doit ».

Autre bonne parole de banquiers d'Allemagne de l'Ouest cette fois : « je vois maintenant une chance pour la Pologne de revenir à un rythme de production normal et ce serait une bonne chose pour les banques ». Cette réaction des banquiers occidentaux est normale puisque la Pologne a accumulé une dette extérieure de 27 milliards de dollars dont 17 à 18 milliards auprès des banques occidentales.

Alors que Walésa ait discuté avec des industriels alors que le gouvernement polonais lui, a fait de mauvaises affaires avec eux n'a rien de particulier qui entache l'action des travailleurs. Walésa ne s'est d'ailleurs jamais présenté pour un « communiste », terme qui en Pologne ne doit certainement pas recouvrir d'ailleurs une signification attirante étant donné que ceux qui portent cette étiquette sont précisément ceux qui veulent mettre au pas la classe ouvrière.

Le mouvement de Solidarité était une tentative des travailleurs de refuser des conditions de travail et d'existence qui en faisaient les principales victimes de la crise. Le coup de force a été fait pour démanteler leurs organisations et les obliger à accepter les plus dures conditions entre 10 et 12 heures de travail, mauvaise alimentation, suppression des libertés syndicales, etc...

Ceux qui se mettent du côté de la classe ouvrière ne peuvent pas accepter cela et encore moins l'applaudir ou tenter de le faire passer comme une simple remise en ordre alors qu'il s'agit d'une mise au pas de la population.

La position prise par Justice veut-elle signifier pour les travailleurs que demain le PCM se retrouvera ici en Martinique dans le camp du gouvernement socialo-communiste si celui-ci cherchait à imposer la même chose aux travailleurs en cas d'aggravation de la crise ? Les communistes, ceux qui sont aux côtés de la classe ouvrière (non pas celle des formules toutes faites débitées sans y accorder de signification dans les motions stéréotypées de congrès, mais celle qui vit et qui lutte) ceux là ne peuvent qu'avertir les travailleurs de se préparer ici comme ailleurs à ne pas être les victimes de la crise. Car si demain le gouvernement de gauche réclamait des sacrifices aux travailleurs, les partis socialistes et communistes de France et ceux d'ici ne se gêneraient pas pour tenter de le faire accepter aux travailleurs. C'est dire que la signification des mots et des idées « socialistes » et « communistes » pour ces partis et leurs dirigeants n'est pas celle que nous lui accordons. Pour nous il s'agit avant tout pour les travailleurs de refuser les mauvais coups préparés contre eux et pour cela de viser ouvertement à prendre la direction de la société.

Une telle lutte se prépare et la première chose à faire dans cette voie c'est bien de se rendre à l'évidence : pas plus que la droite, la gauche n'agit pour les pauvres et pour les travailleurs. Ceux-ci doivent prendre leur sort en main eux mêmes.

G.R

POLOGNE : LE PCM CRITIQUE LES SYNDICALISTES REFORMISTES, MAIS NE FAIT PAS MIEUX

A deux reprises, « Justice » l'organe du PCM est intervenu contre les organisations qui ont pris position en Martinique contre le coup d'état militaire de Jaruzelsky.

Ainsi, « Justice » déclarait le 31 décembre, en remarquant le peu de succès d'une grève d'une heure organisée par les syndicats de fonctionnaires en Martinique : « Les travailleurs martiniquais n'ont sans doute pas compris que ces centrales syndicales s'agitent pour la Pologne, alors qu'elles ne font rien pour soutenir les travailleurs en lutte de Plissonneau, Socaltra, Antilles-Plastique et des Banques ». Justice dénonce ainsi la manœuvre politique de dirigeants syndicaux qui ont enfourché la Pologne comme cheval de bataille leur permettant de faire état à bon compte de sentiments ouvriers et démocratiques, alors qu'ils se moquent dans le fond des intérêts des travailleurs polonais.

Mais « Justice », porte-parole du parti puissant qu'est le PCM ne fait pas mieux que ceux qu'il critique. Car, quel soutien le PCM a t-il apporté aux travailleurs de Socaltra, de Plissonneau ou autres ? Rien. Le PCM s'est contenté de faire des articles de journaux. Et en fin de compte n'a pas fait réellement plus pour les travailleurs que ceux qu'il critique.

MARTINIQUE

A PROPOS DE LA GREVE DES BANQUES : CONCERT DE CRIS EN FAVEUR DES PATRONS

Lundi 4 le travail a repris dans les banques, mais les employés ont décidé de continuer leur action sous une autre forme : ils appliqueront eux-mêmes l'horaire des 35 H qu'ils réclament, en faisant 2 H et demie de grève hebdomadaire, grève qui doit commencer dès le mercredi 6.

Les patrons des banques ont menacé les employés de rompre leur contrat au cas où ils effectueraient ces 2H et demie de grève. Mais cette menace ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet. Le syndicat des employés de banque maintient son mot d'ordre.

FR3 et France Antilles font une propagande insidieuse en vue de discréditer les grévistes aux yeux du public. Leurs prises de position en faveur des banquiers sont manifestes. Ce n'est d'ailleurs pas tant les banquiers que l'ensemble du patronat que défend cette presse. En effet tous les patrons se sentent menacés par une revendication - les 35 H - qui, si elle était arrachée dans le secteur bancaire, pourrait faire tache d'huile dans les autres secteurs. Et aussi bien FR3 que France-Antilles s'acharnent à présenter les employés de banque comme des privilégiés qui, par leurs revendications des 35 H, mettent en péril l'économie de l'île ! Encore une fois les voilà qui volent au secours des patrons.

Une voix s'est ajoutée à ce concert de cris : celle de Roland Laouchez du Naïf. Au nom d'un soi-disant nationalisme intransigeant, Laouchez s'en prend dans l'éditorial du Naïf n° 357 aux syndicalistes qui se rendent « un peu plus esclaves en quémandant les avantages qui, parce que nous ne pouvons pas nous les procurer par notre travail effectif, nous rendent encore un peu plus dépendants de l'étranger ou de la solidarité nationale ». Et il s'écrie : « Qui peut en regardant ce scénario estimer que c'est une lutte saine que celle qui prétend transformer les employés des banques, donc d'un secteur qui ne produit pas, en super-privilégiés dans un pays qui se meurt de ne pas produire ?»

C'est donc au nom d'un certain intérêt national que Laouchez condamne les aspirations des travailleurs à vivre mieux et à passer un peu moins de leur temps à travailler pour les patrons. Pour lui, ces travailleurs ne peuvent être que des super-privilégiés. Non pas que Laouchez estime que les travailleurs des « secteurs qui produisent » doivent bénéficier d'avantages supplémentaires. Au contraire, il voudrait que tous les travailleurs se contentent du plus bas niveau au point de vue salaires et conditions de travail, tout cela parce que nous sommes dans un pays sous-développé.

En réalité, Laouchez défend des patrons à venir, c'est-à-dire les patrons martiniquais, qui dans une Martinique indépendante où ils seraient les maîtres, ne pourraient se permettre d'accorder quelque concession que ce soit aux travailleurs.

En effet la bourgeoisie martiniquaise qui aspire à diriger le pays et au nom de laquelle parle Laouchez, n'a pas les moyens financiers dont dispose le patronat français qui implante ici ses entreprises. Elle ne pourrait donc en aucune façon céder aux exigences des travailleurs. Et pour cela elle ferait appel, comme le fait aujourd'hui Laouchez, aux sentiments de « dignité nationale » pour mieux faire accepter aux travailleurs les sacrifices au nom de « l'intérêt national », et dans son intérêt à elle.

Laouchez est donc, lui aussi, du côté des patrons, même si ceux qu'il défend ne sont pas les mêmes que ceux que défendent FR3 et France-Antilles.

Et il n'est pas étonnant que le nationaliste et les colonialistes se retrouvent dans une commune attaque contre les travailleurs.

C. GOYA

EXTRAIT DE VOIX DES LEP, ORGANE DES JEUNES DES LEP, EDITE PAR COMBAT OUVRIER

Nous reproduisons ci-dessous des « échos » extraits de « Voix des LEP », organe de jeunes élèves du Technique édité par Combat Ouvrier. Ces courts articles montrent l'état d'esprit des jeunes du Technique et les problèmes qu'ils rencontrent après la longue grève qui a touché les LEP au début de l'année scolaire.

LAMENTIN : QUEL ARTISTE CET ABAUL

Vraiment l'irresponsabilité d'Abaul n'a d'égal que son hypocrisie.

Il fallait l'entendre de sa voix caverneuse tenter de nous inciter à retourner en classe lors de nos derniers mouvements.

«... mes enfants, mes enfants... »

«... ce n'est pas une grève ça, c'est une rébellion... »

«... comment vous avez laissé votre professeur seul dans l'atelier, ce n'est pas gentil ça... »

Mais tout ce cinéma ne nous a pas empêché de nous battre et d'obliger l'administration à tenir compte de nos exigences.

L.E.P. POINTE DES NEGRES : EN MECANIQUE AUTO ; RETARDS DANS LE PROGRAMME

Même après la grève, les problèmes demeurent. Nous avons certes des machines mais elles ne sont pas encore installées et c'est à nous de les positionner pour pouvoir travailler dessus.

Aussi le temps qui nous est imparti pour travailler est pris pour mettre les machines en état de fonctionner, ce qui une perte de temps supplémentaire. Et en fin de compte, alors que le trimestre est achevé nous n'avons pas encore fait grand chose. Car jusqu'à maintenant, nous n'avons fait que de l'entretien et pas encore abordé vraiment le travail.

Alors l'administration a beau dire, que nous allons rattraper le temps perdu au second trimestre, nous n'y croyons pas.

Et ce sera de la faute de l'administration qui n'a pas pris les dispositions pour nous permettre de travailler correctement à temps.

LAMENTIN : EN VOILA UN QUI FERAIT MIEUX DE SE ... SURVEILLER !

Qui ne se souvient lors du premier jour de grève, de ce surveillant qui, remplissant son devoir était venu nous dire qu'il était conscient des problèmes que nous soulevions, que le matériel arriverait et que devrions rentrer en classe.

Et nous qui ne voulions pas l'écouter ! et nous qui l'avions conspué ! en l'invitant de vive voix à retourner dans son bureau !...

Eh bien, imaginez-vous qu'aujourd'hui, c'est le même surveillant qui nous répond froidement, lorsque nous l'interrogeons sur un manque de professeur ; qu'il s'occupe de la discipline ici et non pas des problèmes administratifs... Nous nous en souviendrons.

GUADELOUPE : EDF POLLUE TOUTE UNE REGION AVEC SES DECHETS

Une nappe d'hydrocarbures d'une longueur de plus de 6 kilomètres et très large a été localisée au large de la côte au vent en Guadeloupe.

Et même si aux dernières nouvelles, il semble que le gros de la plaque soit en voie de dissolution, beaucoup de gens ont déjà constaté des plaques noires de goudron, notamment sur la côte entre Gosier et Pointe-à-Pitre. Ce serait le résidu d'huiles provenant de la défaillance d'une base flottante de l'EDF au large du rivage.

Cela pose un problème de pollution évidemment très grave. La flore et la faune marines, -algues, poissons, oiseaux, sont menacés, de même que la mangrove qui touche directement à la mer.

Ce scandale est pour la population, encore un indice de la mesquinerie de l'administration coloniale ici, par préfet interposé. Car en fait, l'administration ne nous dira pas qu'elle ne savait pas que son entreprise EDF vidangeait ses déchets dans la mer. Si la responsabilité évidente de l'EDF est incontestable dans cette affaire, celle de l'administration l'est tout autant. Et là où le scandale bat son plein, c'est que le colonialiste n'a rien prévu contre ce genre de pollution. C'est ainsi que l'EDF parle de semer de la sciure de bois sur la masse d'hydrocarbure pour l'endiguer comme si cela allait l'empêcher de se déplacer. Quelle carence ! Le mépris des blancs qui nous dirigent ici est tel qu'au lieu de fournir à la population l'équipement le plus nécessaire pour sa protection, ils préfèrent dépenser des milliards pour des armes et l'entretien d'hommes en armes : CRS, képis rouges et gendarmes entre autres.

Mais, si cette pollution de l'EDF fait scandale c'est parce qu'elle est spectaculaire. Mais ce n'est qu'un petit bout de la pollution généralisée qui a lieu là. Car c'est en permanence que EDF (entre autres) pollue la région du Petit Cul de Sac marin entre Gosier et Petit Bourg. Des études scientifiques qui ont été faites, ont montré que la faune de cette région notamment du côté de Jarry, est outrageusement polluée. On a retrouvé dans la chair du barracuda ou bécune par exemple, qui mange d'autres petits poissons pollués, des traces de métaux venant des déchets déversés par l'EDF dans la mer. Et il n'y a pas que la mer qui est polluée, il y a aussi les rivières et depuis plus récemment une attaque ouverte est entreprise contre la mangrove par les sociétés capitalistes sous couvert de l'administration coloniale en Guadeloupe détruisant une bonne part des mangroves des alentours de Pointe-à-Pitre.

Le gouvernement colonialiste français en Guadeloupe a une grande part de responsabilité concernant la pollution ici ; car il sait très bien que le capitalisme pour se développer, ne tient aucun compte de la sécurité de la population. La recherche du profit étant sa seule préoccupation.

Ainsi le gouvernement comme les capitalistes savent très bien qu'il existe aujourd'hui des moyens très divers pour lutter contre les risques de pollution. Mais ce gouvernement est celui des capitalistes, il ferme les yeux sur presque tous les actes de destruction et de pollution des capitalistes. Il fait semblant de s'en préoccuper seulement quand le scandale éclate au grand jour comme c'est le cas aujourd'hui.

SOCALTRA APRES LA GREVE...

Après un mois de grève nous avons obtenu 110 H sur le 13ème mois, la journée de la St Eloi, et une prime de 500 F. Le patron s'est engagé à nous verser 140 H l'année prochaine, et le 13ème mois entier en 83.

Bien sûr, nous n'avons pas obtenu tout ce que nous voulions, et en particulier le 13ème mois tout de suite et le paiement des jours de grève. Bien que nous ayons fait reculer Rein sur les licenciements qu'il voulait infliger à deux de nos camarades, nous ne l'avons cependant pas fait céder sur la mise à pied de l'un d'eux. Mais pendant un mois nous avons tenu tête au patron et à ses chefs, tous coalisés contre nous. Et Rein et son collègue répugnant ont senti de très près notre colère quand nous étions dans leur bureau !

A plusieurs reprises, ils ont envoyé les gendarmes contre nous, mais sans réussir à nous intimider. Les gendarmes ont du repartir la tête basse devant les moqueries que nous leur lancions.

Nous avons fait des tracts, nous les avons diffusés, nous avons confectionné des banderoles, et tout cela est à porter à l'actif de la grève, même si nous n'étions pas toujours très nombreux à être présents aux piquets de grève et aux réunions du comité de grève.

Il faut que la prochaine fois nous soyons bien plus nombreux à y participer car c'est aussi bien notre nombre que notre détermination qui conditionnent le succès de la grève

Nous avons pu voir le patron et le PDG essayer de nous mentir, de nous tromper, de nous embrouiller dans leurs explications. Mais ce sont eux qui se sont embrouillés et qui sont apparus aux yeux de tous comme des menteurs et des hypocrites.

Cette grève d'un mois nous a donc appris beaucoup de choses, et soyons sûrs que Rein et ses acolytes ne sont pas prêts de l'oublier !

AIR GUADELOUPE : LA SOCIETE SE RENFLOUE SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Le 28 décembre, le syndicat UGTG et la direction de Air-Guadeloupe sont arrivés à un accord pour faire redémarrer la société qui était pratiquement en faillite. Air-Guadeloupe joue le rôle d'un service public car il permet les liaisons entre la Guadeloupe et ses dépendances par exemple, ainsi qu'avec la Martinique. Mais le seul point tangible qui ait permis à la société de ne pas tomber en faillite est le fait que le personnel ait fait cadeau de son treizième mois à la direction, ce qui lui rapporte tout de suite 700 000 francs (70 millions de centimes).

Encore une fois donc les travailleurs ont dû se sacrifier pour empêcher qu'une société ne coule. Pourtant, Air-Guadeloupe rend des services à la collectivité. C'était donc à l'état de prendre en charge le déficit, et non aux travailleurs de le combler de leur poche.

SCEFA : LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS RESPONSABLES DES DIFFICULTES DE MAX MARTIN

La grève continue à la SCEFA, plantation de banane qui est la propriété du gros capitaliste Max Martin, connu pour être un exploiteur sans frein.

Le syndicat des planteurs de la banane a fait un communiqué dans lequel il affirme que la persistance de la grève « aura des conséquences incalculables pour les entreprises concernées mais aussi pour toute la banane guadeloupéenne ».

Et le communiqué poursuit : « il ne faut pas oublier que tous les planteurs de bananes sont lourdement endettés comme la SCEFA et la SCEPLAG » (qui appartiennent à Max Martin).

Les travailleurs de la banane ne sont pas responsables des difficultés, réelles ou supposées du riche Max Martin. De toutes façons, Max Martin se plaignait depuis bien longtemps déjà de ne pas avoir d'argent. Ainsi, c'est régulièrement que les travailleurs devaient débrayer ou menacer Max Martin pour recevoir leurs salaires qui arrivaient bien souvent en retard. Max Martin doit des dizaines de millions de centimes à la Sécurité Sociale. Les travailleurs ne sont pas à incriminer pour les dettes de Max Martin.

Donc le raisonnement de la SYBANA (Syndicat des planteurs de banane) est malhonnête.

Et en tout état de cause, les difficultés dont il fait état n'ont pas empêché Max Martin au fil des années d'accaparer des centaines d'hectares de terres.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

SOCALTRA

CHANGEMENT DE TETE MAIS PAS CHANGEMENT D'ATTITUDE

Lors de la réunion à la Préfecture, le directeur du cabinet du préfet, un certain Moser, a bien montré qu'il était du côté des patrons.

En effet, lorsqu'on lui a fait des propositions disant que l'on acceptait 150 H de prime de fin d'année avec le 13ème mois en 1982, il a tout de suite monté le ton disant qu'il « n'allait pas dire au patron ce que nous lui avions déjà dit la veille ». Par contre, lui ne se gênait pas pour nous répéter ce que le directeur nous avait proposé la veille, c'est-à-dire 110 H et la sanction de notre camarade.

Par ce moyen, il tentait de faire pression sur nous en faveur du patron.

Comme quoi le préfet et son directeur de cabinet ont beau être nommés par un gouvernement socialiste, ils sont toujours du même côté.

LA VOIX DE SON MAITRE

Lorsque le Comité d'entreprise a voté sur le licenciement de notre camarade délégué au CE, il y a eu 4 voix contre et 2 voix pour. Parmi ces deux voix pour, il y avait celle du patron, et celle du chef d'équipe noir qui s'est senti à cette occasion plus proche de son maître blanc que des ouvriers.

Nous rappelons à ce sujet que les valets finissent toujours par recevoir de leur maître des coups de pied !

A bon entendeur, salut.

IL A EU CHAUD !

Lorsque la tension a monté à la Socaltra, Plazanet, le chef du personnel a pris ses jambes à son cou pour aller jusqu'à la gendarmerie du Lamentin chercher les gendarmes.

Il fallait le voir quand il est revenu avec ses gendarmes, haletant, en sueur, ceinture détachée et chemise au vent !

On peut dire que ce jour-là il a eu drôlement chaud !

BATIMENT (GUADELOUPE)

CFT : RACISME DU PATRON

Nous avons appris ces jours-ci que deux nouveaux blancs devaient être nommés dans l'entreprise : un chef de travaux et un mécanicien.

Pourtant il n'y a pas longtemps qu'un de nos camarades-mécaniciens a été licencié pour des raisons économiques.

D'un côté Léonardi, patron blanc de la CFT licencie des Noirs, de l'autre il embauche des Blancs ! Alors comment cela s'appelle-t-il sinon du racisme !

CFT : LES PATRONS APPELLENT LA JUSTICE AU SECOURS

Quatre d'entre nous avons été convoqués par le juge d'instruction pour « entrave à la liberté du travail ». Lors de la dernière grève que nous avons menée en septembre pour la réintégration des 8 camarades licenciés, la direction s'est plainte de soi-disant dégâts qui avaient été faits sur le matériel de l'entreprise. Elle a donc porté plainte.

Si Léonardi croit ainsi nous faire peur il se trompe. Il n'est pas à sa première tentative d'intimidation. Cela ne nous a pas empêchés de nous battre chaque fois qu'il a porté atteinte aux libertés syndicales et à notre emploi.

QUILLERY SAINT MAUR : UNE PROTESTATION QUI FERA REFLECHIR PATRON ET PETITS CHEFS

Au début de décembre, nous avons fait une semaine de grève pour protester contre le licenciement d'un camarade à la suite d'une altercation violente avec un chef de chantier blanc.

Ce même camarade avait déjà eu des heurts l'année dernière avec ce même chef qui n'arrive probablement pas à le supporter, peut-être, parce qu'il est un responsable syndical et qu'il ne se laisse pas faire.

Face à notre mécontentement, la direction a dû revenir sur sa décision.

Nous réclamions le départ du chef de chantier. Il a été finalement décidé que ce petit chef raciste repartirait chez lui dans quelques mois.

EDF GUADELOUPE

EDF : « ASTREINTES » : IL Y A DE L'ABUS

Nous les « astreintes », très souvent nous sommes convoqués pour des réparations très simples qui ne nécessitent pas un déplacement urgent. Ces réparations peuvent attendre d'autant plus que c'est nous-mêmes qui en avons la charge normale le lendemain. Nous gagnerions en sommeil si la direction nous laissait un peu tranquilles.

Le jour, où il y aura une panne sérieuse elle risque ce jour-là de nous trouver très fatigués et dans l'impossibilité de nous déplacer !

SERVICE DE QUART : ALLO !... A L'EAU

Les douches et les lavabos sont inutilisables, faute d'eau. La pression étant très faible, celle-ci arrive difficilement aux toilettes. Jusqu'ici, rien n'a été fait pour que l'eau arrive normalement. Après le travail, nous ne pouvons nous laver. La direction veut nous faire croire que le service des eaux en est responsable. En réalité c'est le réseau de distribution qui a été mal conçu. Il y a la même alimentation pour les toilettes et les réserves d'eau destinées aux moteurs. Comme ces derniers consomment beaucoup d'eau, les douches sont lésées faute de pression.

Alors pour se doucher faudra-t-il arrêter les moteurs ?

UN FRIGO POUR TOUS

Au service de quart, notre réfrigérateur était en panne depuis quelque temps et nous étions sans boissons fraîches durant tout le travail de nuit. La direction nous a fait croire que l'EDF n'avait pas d'argent pour nous donner un autre réfrigérateur. Par contre les cadres, eux, ont un réfrigérateur dans leur bureau alors qu'ils sont moins souvent à l'usine que nous. C'est après avoir fait comprendre à la direction que nous étions mécontents d'une telle discrimination qu'elle nous a finalement donné le réfrigérateur des cadres.

Maintenant, que les cadres se rassurent. Nous ne sommes pas sectaires. Ils pourront se servir de boissons fraîches, chez nous, s'ils le désirent.

SUITE DE L'EDITORIAL

émigrés de trouver travail et logement, soit à cause de la montée du chômage en France même, soit à cause de l'augmentation du racisme qui va de pair avec les difficultés économiques.

Alors si demain la situation s'aggravait, tout l'édifice mis en place au cours de nombreuses années, mais qui n'en est pas moins artificiel et fragile, pourrait s'écrouler en quelques mois. Ni l'émigration, ni les subventions d'état, ne résisteront à une aggravation de la crise économique. Or tout montre que la crise s'aggrave. Là aussi le moteur se trouve dans les pays les plus riches. Le chômage ne cesse de s'accroître aux USA et en Europe.

Et contrairement à un journaliste à l'esprit étroit du Magazine Guadeloupéen (Zandronnis), nous pensons que la Pologne a une signification pour tous les travailleurs et tous les peuples dans le monde. Ce n'est pas seulement une affaire dans le « camp soviétique », mais l'une des premières manifestations graves de ce qu'apporte la crise économique. Car c'est la situation économique mondiale qui a aggravé les difficultés de la Pologne, c'est la domination de l'économie mondiale par l'impérialisme qui maintient un certain nombre de pays (la grande majorité en fait !) dans la dépendance et dans le sous-développement.

Le marché mondial est partagé de façon à perpétuer l'avance technique et financière des pays riches et à maintenir les pays pauvres en tant que fournisseurs de matières premières à bon marché. Pendant ce temps, ces mêmes pays sont obligés d'acheter plus cher les machines et produits finis des pays avancés.

Les pays pauvres qui ont fait des efforts pour s'équiper ou s'industrialiser sont condamnés aujourd'hui à payer de lourdes dettes étrangères, ce qui les rend de plus en plus dépendants et les oblige à affamer leur propre peuple pour payer leurs dettes.

Notre cas est un peu différent. Colonies de l'impérialisme, nos pays n'ont jamais, à aucun moment, eu d'existence propre en tant que nations, notre administration est directement celle de l'impérialisme. L'économie a été mise en coupe réglée pendant des décades par les sociétés françaises et par la classe des anciens esclavagistes gros planteurs et capitalistes du négoce.

C'est ainsi que ce pays peuplé de Noirs a toujours été administré par des Blancs expédiés par la métropole pour y perpétuer l'exploitation sous la menace des troupes coloniales.

Cela a fait naître un sentiment national qui s'est développé jusqu'à aujourd'hui et qui est représenté dans les deux îles par plusieurs organisations.

Mais le fait que l'impérialisme ait eu à mater de nombreuses luttes, grèves, émeutes, dont le caractère de revendication politique s'est affirmé de plus en plus l'a conduit aussi à répondre au mécontentement par certaines améliorations sociales et par l'augmentation importante de l'assistance.

Cela a contribué plus ou moins à détendre la situation. Mais depuis quelques années les effets de la crise rendent de plus en plus intolérable la situation pour les travailleurs et les jeunes.

La menace d'une aggravation de la crise pèse sur la population. Les entreprises ferment ou ralentissent leurs activités. L'économie des Antilles n'est guère florissante. Mais ce ne sont ni les grèves ni les luttes politiques qui en sont responsables mais bien le système économique et politique de l'impérialisme qui y a conduit.

Les travailleurs n'ont qu'une voie de sortie, c'est de se détourner des lamentations des uns et de l'étroitesse de vue de ceux qui ne veulent pas analyser les causes de la crise, et en tenir compte pour se préparer aux coups que les capitalistes et l'administration voudront leur porter.

En Pologne le régime militaire vient d'imposer le travail obligatoire et la journée de 10 heures, ainsi que la liberté des prix et la diminution des congés payés. C'est aussi cela demain qui nous attend, avec en plus des conditions de misère encore plus grande qu'en Pologne, car ici nous avons encore bien moins de production locale qu'en Pologne.

C'est maintenant que les travailleurs et les jeunes doivent se préparer à la lutte pour ne pas tomber dans la déchéance et la misère, mais pour se dresser par l'action résolue pour imposer d'autres solutions à la faillite qui se prépare ici comme ailleurs.

Cette crise ce sont les capitalistes qui l'ont fabriquée, ce ne sont pas les travailleurs, ce n'est donc pas à eux d'en faire les frais. Et si demain dans un avenir plus ou moins proche on tentait de leur imposer, eh bien il faudrait être prêt à réagir par tous les moyens. Pour ne pas être pris par surprise, ni être démoralisé et en arriver à la mort lente et la misère comme ce fut le cas pendant l'époque Sorin ou Robert.

Les pauvres, les travailleurs, ont les moyens d'éviter cela. Ils en ont les moyens à conditions de s'ateler sérieusement maintenant, à la construction d'un parti révolutionnaire qui se donnera pour tâche le moment venu la conquête du pouvoir politique au profit des pauvres.

Les Noirs pauvres vivant aux Antilles ont une raison supplémentaire d'avoir à le faire et à le faire sans attendre, c'est que dans ce pays où ils sont majoritaires, on leur refuse le droit de le diriger eux mêmes, on leur fait l'insulte permanente de leur envoyer des dirigeants qui ne sortent même pas de leurs rangs, même à la façon dont cela se passe dans les démocraties parlementaires classiques. Non, on leur impose un préfet-gouverneur et des chefs de services importés de 7000 km comme on leur impose, grâce à la protection des forces de répression, que la majeure partie des terres cultivables de leur pays soient aux mains d'une minorité de Blancs créoles.

Cela ajoute bien sûr des raisons à la nécessité de se préparer à une lutte qui fera passer l'ensemble des richesses de nos pays aux mains de la population pour être mises au service de tous.

LU DANS LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE

LA CRISE AUX ETATS UNIS...

Nous relevons dans l'hebdomadaire trotskyste français « Lutte Ouvrière » un article concernant la crise mondiale, telle qu'elle se manifeste dans un pays développé : les Etats-Unis.

La crise économique s'est considérablement aggravée aux Etats-Unis durant les six derniers mois de 1981.

Ainsi pour l'automobile, qui est à la fois un symbole et un pilier de la production industrielle du pays, en décembre la production a été de 21% de moins que l'an passé, qui était déjà une mauvaise année. Les ventes, elles, toujours par rapport à décembre 1980, ont baissé de 28%, atteignant le record plancher de 14.000 par jour en moyenne, le chiffre le plus bas depuis 1959. En cette fin d'année le total des licenciements dans l'automobile se montent à 600.000, et General Motors parle d'une prochaine charrette parmi les employés de ses bureaux, catégorie de travailleurs qui n'avait pas été touchée jusque-là.

Dans le bâtiment, autre secteur clé, les mises en chantier ont atteint leur plus bas niveau depuis quinze ans. Cet hiver il y aura près d'un million de chômeurs, sur les cinq millions de travailleurs de cette branche (d'après l'hebdomadaire américain *Time*).

En fait, tous les secteurs industriels sont touchés. On a licencié dans l'acier, le caoutchouc, le bois. Même l'électronique, le secteur de pointe considéré jusqu'ici à l'abri de la récession, a été atteinte.

Le résultat c'est qu'en six mois le nombre des chômeurs s'est accru à toute vitesse. D'après les chiffres du ministère du Travail, chiffres officiels qui comme partout sous-estiment la réalité, mais la sous-estiment peut-être encore plus que dans d'autres pays, il y avait 7% de chômeurs en juillet dernier. En octobre ils étaient 8%. En novembre 8,4%. Cela fait environ 9 millions de personnes. Et bien entendu, certaines catégories sont plus touchées que d'autres : les femmes, les jeunes, les Noirs. 16,8% des Noirs sont officiellement au chômage. A Detroit, capitale de l'automobile, ils sont 26%, et les jeunes Noirs de moins de 20 ans sont à 68% sans emploi.

Les experts économistes essaient, comme toujours, de discerner des espoirs de reprise. Dans six mois, disent certains, ça devrait repartir. En attendant, ils prévoient aussi que dans les tout prochains mois le nombre des chômeurs va atteindre 9% de la population active.

Mais si le nombre de chômeurs s'accroît, cela ne signifie pas que pour tous les capitalistes américains les choses vont mal. Le nombre de faillites a été de 42% plus élevé cette année qu'en 1980. Il s'agit en général de petites entreprises. Les grosses, en revanche, profitent de la crise pour avaler un certain nombre d'autres plus petites. Cette année, l'équivalent de 450 milliards de francs - plus de la moitié du budget de l'Etat français - aurait été dépensé par des compagnies américaines pour l'achat d'entreprises plus faibles.

Les faibles craquent, les gros grossissent encore, les travailleurs sont jetés à la rue. Le capitalisme, même vieillissant, garde bien la même figure. Mais c'est bien la crise au sein du plus fort des impérialismes, sans amélioration prévisible à court terme. Et comme c'est de l'état de santé économique des Etats-Unis que dépend la santé économique des pays capitalistes comme la France, on peut juger des paroles d'espoir que nous prodigue régulièrement le gouvernement français : dans six mois, dans un an... On disait autrefois : à Pâques, ou à la Trinité.

Jacques MORAND

LES ELUS DE DROITE PARTISANS D'UNE REGION ANTILLES : UN MOYEN DE TENTER DE CONSERVER LEURS PRIVILEGES

Suite de la page 1

sauver ce qui peut l'être : quelques sinécures ou postes de larbins qu'ils avaient obtenus des précédents gouvernements.

S'agissant de la création de cette région Antilles, la majorité de la gauche y est opposée en Guadeloupe. C'est ainsi que le PC dénonce le « colonialisme martiniquais » dont les békés martiniquais seraient les agents, vu qu'ils détiennent une large part de l'économie en Guadeloupe. Au Parti Socialiste, si Dagonia s'est déclaré favorable à une grande région, Jalton y est très opposé, pour des motifs qui rejoignent en fait ceux avancés par le Parti Communiste. Et il est probable qu'au sein même de la population guadeloupéenne nombreux sont ceux qui voient d'un mauvais œil la création d'une région Antilles.

Les opposants à cette région ne manquent pas de faire remarquer que l'essentiel des directions régionales Antilles-Guyane (19 sur 22) sont concentrées en Martinique. Ou encore ils remarquent que lorsque le gouvernement a eu besoin d'un chargé de mission pour les affaires culturelles, il a fait appel à un Martiniquais, Aimé Césaire.

Ainsi, nous voyons déjà que dès maintenant, le gouvernement a mis en place tous les éléments pour une politique de division dans le futur entre Martiniquais et Guadeloupéens, comme les colonialistes l'ont fait partout où ils sont passés. A Djibouti, les colonialistes français ont assuré leur domination en dressant les Afars contre les Issas, aux Comores, en dressant Mayotte contre les autres îles. En Nigéria, en Afrique, le colonialisme anglais avait pareillement posé les germes de divisions entre Ibos d'un côté et le reste de la population nigériane de l'autre. Cette politique conduisit à la sécession du Biafra, à une guerre civile qui fit plusieurs centaines de milliers de morts !

En concentrant la majorité des directions de ses services dans une île, en faisant en sorte que beaucoup de Guadeloupéens croient dépendre de la Martinique, alors qu'ils dépendent, comme les Martiniquais d'ailleurs du colonialisme français, les colonialistes ont créé un état d'esprit qui risque de les servir plus tard. Et la création d'une région Antilles, projet soutenu par la droite, va dans ce sens.

Pour nous socialistes révolutionnaires, le fait pour la Martinique et la Guadeloupe de vivre ensemble ne doit être décidé ni par une brochette d'élus réactionnaires cramponnés à leurs privilèges, ni par le gouvernement français. Nous sommes pour que les liens entre les peuples, mais aussi entre les habitants des villes ou des quartiers d'un même pays soient librement consentis par ces habitants. C'est la seule manière de permettre la cohabitation fraternelle de personnes d'origines diverses, ou de sentiments divers.

Or ce n'est pas là le but du projet des élus de droite. Ceux-ci ne défendent l'idée d'une région Antilles que pour mieux remettre la destinée des Antillais entre les mains des colonialistes en conservant leurs privilèges.

Jacques BRUEL

LE GOUVERNEMENT NE RALLONGE PLUS LE MANDAT DES CONSEILLERS GENERAUX : UN RECUL SIGNIFICATIF !

Le gouvernement vient de céder à la pression effectuée par les conseillers généraux de droite des Antilles et de la Réunion. Il vient de décider que les élections cantonales du 14 et du 21 mars auront bien lieu à cette date dans les DOM. Il était question, comme nous le disions par ailleurs, qu'il rallonge de un an le mandat des conseillers généraux de manière à faire d'un seul coup coïncider les nouvelles élections et l'application de la loi de décentralisation.

Ce simple épisode montre si besoin est, à quels soucis répond le gouvernement : ceux de la droite et des patrons.

Il suffit aux patrons de crier misère, et aussitôt, une pluie de subventions, de primes et de dégrèvements d'impôts s'abat sur eux.

Dans le cas des DOM, il a suffit de la pression de quelques dizaines d'individus réactionnaires et accrochés à leurs privilèges pour que le gouvernement de Mitterrand et Mauroy leur donne satisfaction !

Les travailleurs doivent en tirer la conclusion qui s'impose : ce gouvernement ne veut rien faire qui fasse le moindre mal aux riches, ni effrayer ceux qui refusent une timide décentralisation : tous les coups - chômage, hausse des prix, émigration - sont réservés aux pauvres. Ceux-ci n'ont donc rien à attendre et doivent compter sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728